



CHAPITRE 101

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal

[Sanctionnée le 4 février 1960]

CHAPTER 101

An Act to amend the charter of the city of Montreal

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule.

ATTE^{NDU} que la cité de Montréal, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1899,
c. 58,
a. 300,
am.

1. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par des lois subséquentes, est de nouveau modifié en y ajoutant à la fin du paragraphe 99, l'alinéa suivant:

Restriction.

"L'obligation d'ériger chaque construction avec ses dépendances sur un terrain formant un ou des lots distincts prévue par le troisième alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas dans le cas de projets de construction de maisons d'habitation devant être réalisés sur une étendue de terrain appartenant à un même propriétaire selon un plan d'ensemble approuvé comme tel par le service d'urbanisme de la cité. Les règles gouvernant l'approbation à cette fin d'un tel plan seront établies par règlement de la cité."

1899,
c. 58,
a. 300,
am.

2. Le paragraphe 163a de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 14-15 George VI,

Preamble.

WHEREAS the city of Montreal has, by its petition, represented that it is in the interest of the said city necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and the acts amending it be further amended, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by subsequent acts, is further amended by adding therein at the end of paragraph 99, the following sub-paragraph:

Restriction.

"The obligation to erect every construction with its dependencies on a piece of land forming one or more distinct lots as provided by the third sub-paragraph of the present paragraph shall not apply in the case of housing projects to be realized on an area of land belonging to any proprietor according to a master plan approved as such by the city planning department. The rules governing the approval for such purpose of such a plan shall be established by a city by-law."

2. Paragraph 163a of article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 14-15 George VI, chapter 72, am.

chapitre 72, article 6, et tel que modifié par des lois subséquentes, est de nouveau modifié en y ajoutant après le quatrième alinéa l'alinéa suivant:

Garages
et parcs
de
station-
nement.

"La cité peut, par règlement, décréter la construction, l'établissement et le maintien de garages pour le remisage des véhicules automobiles et de parcs de stationnement sous la surface des rues, ruelles, parcs ou places publiques; elle peut, de plus, par résolution de son conseil, autoriser que, par contrat avec la cité, une ou des personnes construisent, établissent et exploitent tels garages ou parcs de stationnement souterrains; dans ce dernier cas, les dispositions des deux alinéas précédents s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces personnes."

1899,
c. 58,
a. 414,
am.

3. L'article 414 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, article 7, et modifié par la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, article 21, est de nouveau modifié

a) en y remplaçant, dans la dernière ligne, la date "premier mai 1960" par la date "premier octobre 1960";

b) en y ajoutant les alinéas suivants:

Partie
du plan
mainte-
nue en
vigueur.

"Cependant, le comité exécutif peut, par résolution passée avant le premier septembre 1960, décider que toute partie du plan général de la cité visée par l'alinéa précédent sera maintenue en vigueur jusqu'au premier février 1963. Une même résolution peut référer à une ou à plusieurs parties dudit plan général. Il suffit que cette résolution réfère aux plans tels que déjà confirmés par la Cour supérieure sans qu'il soit nécessaire d'en préparer et produire de nouveaux. Toute telle résolution doit pour avoir vigueur et effet être approuvée par le ministre des affaires municipales. Celui-ci peut, s'il le juge à propos, n'approuver la résolution qu'en partie, auquel cas celle-ci ne vaut que pour la partie approuvée.

Requête.

Dans les soixante jours de la date de cette approbation la cité doit s'adresser par requête sommaire à la Cour supérieure ou à l'un de ses juges pour obtenir la confirmation de la résolution telle qu'ap-

article 6, and as amended by subsequent acts, is further amended by adding therein, after the fourth sub-paragraph, the following sub-paragraph:

"The city may, by by-law, ordain the construction, establishment and maintenance of garages for automobile vehicles and of parking lots under the surface of public streets, lanes, parks or places; it may moreover, by resolution of its council, authorize that, by contract with the city, one or more persons erect, establish and operate such underground garages or parking lots; in the latter case, the provisions of the two preceding sub-paragraphs shall apply, *mutatis mutandis*, to such persons."

Garages
and park-
ing lots.

3. Article 414 of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, article 7, and amended by the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, article 21, is further amended

1899,
c. 58,
a. 414,
am.

a. by replacing, in the last line thereof, the date "May first, 1960" by the date "October first, 1960";

b. by adding thereto the following paragraphs:

"However, the executive committee may, by a resolution passed before the first of September, 1960, decide that any part of the general plan of the city, contemplated in the preceding paragraph, shall remain in force until the first of February, 1963. One or more parts of the said general plan may be referred to in the same resolution. It is sufficient that such resolution refers to plans as they are already confirmed by the Superior Court without it being necessary to prepare and produce new ones. Any such resolution, in order to have force and effect, shall be approved by the Minister of Municipal Affairs. The latter may, whenever he deems proper to do so, approve such resolution for part only, and in such a case, the resolution shall be valid for the approved part only.

Part of
plan re-
maining
in force.

Within sixty days after date of such approval, the city shall apply, by a summary petition, to the Superior Court or one of the judges thereof to have confirmed the resolution as approved by the

Petition.

prouvée par le ministre des affaires municipales. Les formalités édictées par l'article 415 ne sont pas applicables à la procédure prévue par le présent article. Toutefois, le double du plan ou des plans déposés aux archives de la cité devra porter, sous la signature du greffier de la cité, la mention de telle confirmation."

Minister of Municipal Affairs. The formalities enacted by article 415 shall not be applicable to the procedure provided by this section. However, such confirmation shall be mentioned, under the signature of the clerk of the city, on the duplicate of the plan or plans deposited in the archives of the city."

1899,
c. 58,
a. 415,
am.

4. L'article 415 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, article 7, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

4. Article 415 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by article 7 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, is amended by adding thereto the following paragraph:

1899,
c. 58,
s. 415,
am.

Décision
annulée
sur refus
d'exprop-
riation.

"Toute décision du comité exécutif ou du conseil, selon le cas, qui décrète une modification ou une addition au plan général de la cité comportant l'établissement de lignes homologuées, devient nulle et de nul effet quant à tout immeuble ou partie d'immeuble affectée par une telle ligne homologuée, si le conseil en refuse subséquemment l'expropriation, et cela à compter de ce refus. Une telle modification ou addition devient ainsi nulle et de nul effet nonobstant le fait qu'elle a pu être confirmée par la Cour supérieure."

"Any decision of the executive committee or of the council, as the case may be, which decrees a modification or an addition to the general plan of the city involving the establishment of homologated lines, becomes null and void in respect to any immovable or part of immovable affected by such homologated line, if the council subsequently refuses the expropriation thereof, and so, as from such refusal. Such modification or addition becomes null and void notwithstanding the fact that it may have been confirmed by the Superior Court."

Decision
null upon
refusal to
exprop-
riate.

Droits et
pouvoirs
étendus.

5. Tous les droits et pouvoirs conférés à la cité par l'article 421 de sa charte tel que modifié par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 72, et par l'article 421a tel qu'édicté par l'article 8 de la même loi, de même que ceux qui lui sont conférés par l'article 59 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, sont par les présentes étendus et modifiés de manière à accorder à la cité toute capacité civile requise pour qu'elle puisse exercer tous les droits et bénéficier de tous les avantages prévus en faveur des corporations municipales par les dispositions de toute loi fédérale ou provinciale applicables en matière de réaménagement urbain, d'élimination de taudis, d'aménagement de terrains ou de construction de maisons d'habitation.

5. All the rights and powers vested in the city by article 421 of its charter as amended by article 7 of the act 14-15 George VI, chapter 72, and by article 421a as enacted by article 8 of the same act, as well as those vested in it by article 59 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 69, are hereby extended and amended so as to grant to the city any civil capacity required so that it may exercise all the rights and benefit by all the advantages provided in favour of municipal corporations by the provisions of any federal or provincial act applicable in matters of urban redevelopment, slum clearance, laying out of land or construction of dwelling houses.

Rights
and
powers
extended.

Pouvoirs
définis.

Plus particulièrement et sans limiter la portée de l'alinéa précédent la cité, nonobstant toute loi contraire, peut:

More particularly and without limiting the purpose of the preceding paragraph, the city, notwithstanding any law to the contrary, may:

Powers
deter-
mined.

a) acquérir de gré à gré ou par expropriation et déblayer des terrains pour toutes les fins prévues dans la Loi nationale de 1954 sur l'habitation et ses amen-

a. acquire by mutual agreement or expropriation and clear land for all the purposes provided in the National Housing Act of 1954 and its amendments, as

dements de même que dans toutes lois provinciales concernant l'habitation;

b) disposer des terrains ainsi acquis et déblayés, pour toutes fins prévues dans les lois indiquées au sous-paragraphe *a* précédent, et dans les conditions y prévues, et notamment en disposer ainsi pour toutes fins municipales, ou pour des projets d'habitation ou de réaménagement urbain, sans que la cité soit tenue, dans ce dernier cas, de reconstruire des maisons d'habitation sur les terrains acquis et déblayés, lesquels pourront être utilisés ou aliénés de manière à recevoir leur meilleure destination pour les fins dudit réaménagement urbain, la cité ayant alors le droit de construire ailleurs, s'il y a lieu et si elle le décide, des maisons d'habitation ou des projets d'habitation;

c) emprunter les fonds nécessaires pour la réalisation des fins susdites et financer tels emprunts, soit à même le fonds des améliorations locales créé par le règlement numéro 1735 de la cité, soit comme dépenses capitales, le tout suivant les formalités prescrites par la loi pour les emprunts de la cité;

d) conclure, s'il y a lieu, toute entente ou contrat avec le gouvernement provincial, ou avec le gouvernement fédéral après approbation du gouvernement provincial, pour les fins prévues aux présentes;

e) créer tout organisme aux fins de gérer et administrer, seul ou conjointement avec d'autres, tout projet exécuté dans les limites de ladite cité de Montréal, ou confier cette fonction à l'organisme actuellement existant sous le nom de Corporation des Habitations Jeanne-Mance.

well as in all provincial acts concerning housing;

b. dispose of the land so acquired and cleared, for all the purposes provided in the laws indicated in the preceding subparagraph *a*, and under the conditions provided therein, and specially dispose of the same for any municipal purposes, or for housing projects or urban redevelopment, without the city being held, in the latter case, to rebuild houses on the land acquired and cleared, which may be used or alienated for their best purposes in the urban redevelopment, the city having the right to build elsewhere, if need be and if it so decides, houses or housing projects;

c. borrow the funds necessary for the realization of the abovementioned purposes and finance such loans, either out of the local improvement fund created by by-law number 1735 of the city, or as capital expenditures, the whole thereof in accordance with the formalities prescribed by law, for the loans of the city;

d. if need be enter into any agreement or contract with the Provincial Government or the Federal Government subject to the approval by the Provincial Government, for the purposes herein provided;

e. create any body for the purpose of managing and administering, alone or jointly with others, any project carried out within the limits of the said city of Montreal, or entrust this function to the body presently existing under the name of The Corporation of the Jeanne Mance Housing Project.

Unique
tour de
télévision
et radio,
autorisée.

6. La cité peut permettre à la Société Radio-Canada ou à d'autres de construire dans les limites du Parc Mont-Royal une nouvelle et unique tour de transmission et de réception de télévision et de radio ainsi que les bâtiments nécessaires à son utilisation, pourvu que les plans des constructions et bâtiments projetés et leur localisation dans le parc Mont-Royal aient reçu l'approbation préalable du directeur du service des travaux publics et du directeur du service des parcs et soient ensuite approuvés par le conseil sur rapport du comité exécutif.

6. The city may authorize the Canadian Broadcasting Corporation or others to erect within the limits of the Mount Royal Park a new and single tower for the transmission and reception of television and radio as well as the buildings required for its utilization, provided that the plans of the proposed structures and buildings and their location in Mount Royal Park shall have been previously approved by the director of the public works department and the director of the parks department and shall be approved thereafter by the council upon

Single
television
and radio
tower au-
thorized.

La cité peut faire tout contrat ou convention pour l'utilisation ou la construction par des tiers de cette tour et de ces bâtiments, pourvu que tels contrat ou convention ne comportent pas aliénation des droits de propriété de la cité sur le territoire du parc Mont-Royal. A l'expiration du bail existant entre la cité et la Société Radio-Canada ou à toute date antérieure convenue entre elles, la tour présentement érigée au parc Mont-Royal devra être démolie et les lieux rétablis dans leur état primitif, suivant les termes du bail existant.

report of the executive committee. The city may make any contract or agreement for the use or erection by third parties of such tower and such buildings, provided that such contract or agreement do not entail the alienation of the rights of property of the city upon the territory of Mount Royal Park. At the expiration of the lease existing between the city and the Canadian Broadcasting Corporation or at any later date decided between themselves, the tower now erected in Mount Royal Park shall be demolished and the premises restored to their former condition, according to the terms of the existing lease.

Immeuble pour The Salvation Army, autorisé.

7. Nonobstant les dispositions de l'article 5 du chapitre 58 de la loi 3 George V, tel que remplacé par l'article 60 du chapitre 92 de la loi 15 George V, par l'article 20 du chapitre 88 de la loi 24 George V et par l'article 5 du chapitre 73 de la loi 5 George VI, et nonobstant les dispositions de tout règlement à ce contraire, la cité est autorisée à permettre à "The Salvation Army" la construction, l'établissement et le maintien d'un bâtiment destiné exclusivement à ses fins, sur les subdivisions 112, 113 et 114 du lot original 194 du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation, aboutissant au boulevard Pie IX.

7. Notwithstanding the provisions of article 5 of chapter 58 of the act 3 George V, as replaced by article 60 of chapter 92 of the act 15 George V, by article 20 of chapter 88 of the act 24 George V and by article 5 of chapter 73 of the act 5 George VI, and notwithstanding the provisions of any by-law to the contrary, the city is authorized to allow "The Salvation Army" to construct, establish and maintain a building exclusively destined to its own purposes, on subdivisions 112, 113 and 114 of original lot 194 of the cadastre of the incorporated village of Côte de la Visitation, abutting on Pie IX Boulevard.

1955-56, c. 69, s. 40, am.

8. L'article 40 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, est modifié:

a) en remplaçant dans les deux dernières lignes du deuxième alinéa les mots: "l'article 42 de la loi 22 George V, chapitre 105" par les mots "l'article 39 de la présente loi";

b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

"L'article 20 de la loi 12 George V, chapitre 105, tel que remplacé par l'article 42 de la loi 22 George V, chapitre 105, est abrogé."

Les dispositions du présent article sont déclaratoires.

8. Section 40 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 69 is amended:

a. by replacing, in the two last lines of the second paragraph, the words "section 42 of the act 22 George V, chapter 105" by the words "section 39 of the present act";

b. by adding thereto the following paragraph:

"Section 20 of the act 12 George V, chapter 105, as replaced by section 42 of the act 22 George V, chapter 105, is repealed."

The provisions of the present article are declaratory.

1955-56, c. 69, s. 40, am.

Somme pour enlèvement de la neige, etc.

9. Pour défrayer le coût de l'enlèvement de la neige et de l'entretien de ses trottoirs, rues, places publiques et parcs de stationnement durant l'hiver, la cité doit inclure, chaque année, dans son bud-

9. To pay the cost of snow removal and of maintenance of its sidewalks, streets, public places and parking grounds during the winter, the city shall include, each year, in its budget a sum of at least

Sum for snow removal, etc.

get une somme d'au moins quatre millions de dollars. four million dollars.

Emprunt
au cas
d'insuffi-
sance de
fonds.

Si, au cours de l'exercice, les dépenses pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des trottoirs, rues, places publiques et parcs de stationnement, s'avèrent plus élevées que le crédit disponible à cette fin, la cité est autorisée, sur résolution du comité exécutif, à contracter des emprunts temporaires ou à se servir temporairement des fonds qui se trouvent dans le trésor pour parfaire la somme nécessaire.

Augmen-
tation du
crédit
voté.

Pour l'exercice suivant le crédit voté pour les fins susdites sera augmenté d'un montant correspondant aux emprunts contractés et / ou aux avances du fonds général, lesquels devront être remboursés avant le premier octobre de tel exercice. Le directeur des finances doit déterminer le montant du crédit nécessaire à cette fin et en délivrer un certificat, conformément à l'article 16 du règlement 1735.

Estima-
tion des
dépenses.

Si le montant de ces dépenses n'est pas encore connu au moment de la préparation du budget, le directeur des finances l'estimera en se servant du montant de la dépense encourue jusqu'à date et de la somme qu'il estimera nécessaire pour terminer l'exercice.

Travaux
inclus.

Pour les fins du présent article, la réparation, l'entretien et l'opération de l'équipement employé pour l'enlèvement de la neige et l'épandage d'abrasifs font partie du coût de l'enlèvement de la neige et de l'entretien des trottoirs, rues, places publiques et parcs de stationnement durant l'hiver.

Acqui-
sition
déclarée
légal.

10. En ce qui concerne l'acquisition par la cité, suivant la résolution du conseil municipal adoptée le 1er juin 1955, d'immeubles ou de parties d'immeubles au-delà de ceux requis pour l'assiette de la rue, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit l'acquisition par voie d'expropriation ou à l'amiable par la cité de tous les immeubles indiqués au plan d'expropriation B-90 Saint-Antoine pour ouvrir et élargir la rue Burnside, entre les rues Guy et Drummond, afin de créer une artère continue est-ouest formée par l'avenue Western, les rues Saint-Luc, Burnside et Ontario.

If, in the course of the fiscal year, the expenses for snow removal and maintenance of sidewalks, streets, public places and parking grounds are higher than the credit available for such purpose, the city is authorized, upon a resolution of the executive committee, to effect temporary loans or to use temporarily funds in its treasury to make up the sum required.

Loan in
case of
lack of
funds.

The following year, the credit voted for the abovementioned purposes shall be increased by an amount corresponding to the loans effected and / or to the advances from the general fund, such loans and advances to be repaid before the first of October, in such fiscal year. The director of finance shall determine the amount of the credit necessary to that purpose and issue a certificate thereon, in conformity with article 16 of by-law 1735.

Increase
of credit
voted.

If the amount of such expenses is not known at the time of the preparation of the budget, the director of finance shall estimate the same by using the amount of the expense incurred to that date and the sum which he shall deem necessary to complete the fiscal year.

Estima-
tion of
expenses.

For the purposes of this section, the repair, maintenance and operation of the equipment used for snow removal and spreading of abrasives, shall be included in the cost of snow removal and upkeep of sidewalks, streets, public places and parking lots during winter.

Work
included.

10. As regards the acquisition by the city, as per resolution of the city council adopted on June 1st, 1955, of immovables or parts of immovables over and above those required for the width of the street, the acquisition by expropriation or by mutual agreement by the city of all the immovables shown on expropriation plan B-90 Saint-Antoine to open and widen Burnside street, between Guy and Drummond streets, in order to create a continuous east-west artery formed by Western Avenue, Saint-Luc, Burnside and Ontario streets, is declared valid and legal to all intents and purposes.

Acqui-
sition
declared
legal.

Réserve.

La cité n'est cependant pas tenue d'utiliser pour cette ouverture et cet élargissement de la rue Burnside certains immeubles ou parties d'immeubles indiqués comme non requis à ces fins sur le plan numéro B-110 Saint-Antoine, signé par le directeur du service des travaux publics, en date du 3 novembre 1959, et déposé en ses bureaux.

Immeubles déclarés expropriés.

Les susdits immeubles ou parties d'immeubles sont, à toutes fins que de droit, déclarés résidus d'immeubles expropriés et déclarés être riverains de la rue Burnside telle qu'ouverte et élargie, et conséquemment assujettis à la répartition du coût de l'expropriation comme les autres immeubles riverains de cette rue. La cité peut disposer des susdites parties de terrains comme elle a le droit de le faire pour tout autre résidu de terrains expropriés suivant les prescriptions des lois qui la régissent à ce sujet.

However, the city shall not be obliged to utilize for such opening and such widening of Burnside street certain immovables or parts of immovables indicated as not required for such purposes on plan number B-110 Saint-Antoine signed by the director of the public works department, under date of November 3, 1959, and deposited in his office.

Restriction.

The abovementioned immovables or parts of immovables are, to all intents and purposes, declared to be residues of expropriated immovables and are declared to be bordering on Burnside street as opened and widened, and are consequently subject to the apportionment of the cost of the expropriation like the other immovables bordering on such street. The city may dispose of the said pieces of land as it has the right to do for any other residue of expropriated land according to the provisions of the laws governing it in this connection.

Immoveables declared expropriated.

Entente avec hôpital pour enfants infirmes, autorisée.

11. La cité est autorisée à conclure avec l'institution connue sous le nom de Shriners' Hospitals for Crippled Children, pour les fins de l'hôpital pour enfants infirmes que celle-ci possède sur l'avenue Cedar, une entente pour l'usage et l'utilisation pour fins de construction d'une voie d'accès et d'une école annexe audit hôpital, d'une certaine étendue de terrain faisant partie du territoire du parc Mont-Royal adjacent au terrain appartenant à ladite institution, les limites de cette étendue de terrain étant lisérées en vert sur le plan numéro C-237 Saint-Antoine préparé par le service des travaux publics de la cité.

Droit de propriété sauvegardé.

Telle entente ne pourra en aucune façon comporter aliénation du droit de propriété de la cité sur ladite étendue de terrain et prendra fin quand les bâtiments dudit hôpital cesseront d'être occupés par ladite institution pour les fins susdites et la cité aura alors le droit de démolir et enlever aux frais de l'institution, tout ouvrage ou édifice qui auraient pu y être faits.

11. The city is authorized to conclude with the institution known as the Shriners Hospitals for Crippled Children, for the purposes of the hospital for crippled children which the latter owns on Cedar Avenue, an agreement for the use and utilization for purposes of construction of an access road and of a school annexed to the said hospital, of a certain area of land forming part of the territory of Mount Royal Park adjoining the land belonging to the said institution, the limits of this area of land being outlined in green on plan number C-237 Saint-Antoine prepared by the public works department of the city.

Agreement with hospital for crippled children, authorized.

Such understanding shall in no way alienate the property right of the city over the said area of land and shall end when the buildings of the said hospital shall cease to be occupied by the said institution for the above mentioned purposes and the city shall then have the right to demolish and remove, at the expense of the institution, any work or building which might have been erected thereon.

Right of property not affected.

Acte validé.

12. Est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit l'acte reçu devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 11 janvier 1960, sous le numéro 13,757 de ses

12. The deed passed on the 11th of January, 1960, before Me L. A. Marchessault, notary, under number 13,757 of his minutes, whereby the city of Mont-

Deed validated.

minutes, par lequel la cité de Montréal et l'Hôpital Saint-Luc conviennent de prolonger d'une autre année la durée du contrat par lequel la cité a loué à l'hôpital un certain emplacement sur la rue Sherbrooke pour y construire et maintenir un hôpital pour les personnes atteintes de maladies contagieuses, lequel contrat a été ratifié par l'article 5 de la loi 22 George V, chapitre 133, et a déjà été prolongé d'un an par un contrat ratifié par l'article 31 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52.

real and Saint-Luc Hospital agree to extend by one more year the duration of the contract whereby the city leased to the hospital a certain site on Sherbrooke street, to construct thereon and maintain a hospital for persons affected by contagious diseases, which contract was ratified by article 5 of the act 22 George V, chapter 133, and was already extended by one year under a contract ratified by article 31 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, is declared valid and legal for all legal purposes.

Acte
d'échange
validé.

13. Est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit l'acte d'échange reçu le 22 juin 1959 devant Me Jean-Luc Trempe, notaire, sous le numéro 3,524 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 9 juillet 1959, sous le numéro 1,416,090, entre la cité de Montréal et le collège Sainte-Croix, en vertu duquel le collège cède certaines parties de ses immeubles à la cité de Montréal en échange des droits qu'a la cité dans la partie de la rue Valois qui traverse les immeubles dudit collège Sainte-Croix.

13. The deed of exchange passed on June 22nd, 1959, before Me Jean-Luc Trempe, notary, under number 3,524 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal on June 9th, 1959, under number 1,416,090, between the city of Montréal and Sainte-Croix College, whereby the college cedes certain parts of its immovables to the city of Montréal in exchange for the rights which the city has in part of Valois street which crosses the immovables of said Sainte-Croix College, is declared valid and legal

Deed of
exchange
validated.

1899,
c. 58,
a. 300,
am.
Appareils
approu-
vés.

14. Le paragraphe 62 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifié en y ajoutant ce qui suit:
"Pour, dans les édifices publics déterminés par règlement, dans lesquels on utilise le gaz, exiger la pose d'appareils d'alarme et de détection d'un modèle approuvé par la Régie de l'électricité et du gaz."

14. Paragraph 62 of article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding thereto the following:
"To require, in public buildings as determined by by-law and in which gas is used, that alarm and detection devices, of a model approved by the Electricity and Gas Board, be installed."

1899,
c. 58,
a. 300,
am.
Approved
devices.

1958-59
c. 52,
a. 34, am.

15. L'article 34 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, est modifié en y remplaçant, à la onzième ligne, les chiffres "163-567" par les chiffres "163-564".

15. Section 34 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, is amended by replacing, in the tenth line thereof, the figures "163-567" by the figures "163-564".

1958-59,
c. 52,
s. 34, am.

Vente de
parties
de rues,
etc.,
autorisée.

16. La cité est autorisée à vendre ou à échanger suivant les dispositions de sa charte, les parties ci-après décrites de l'avenue McGill-College et de la rue University:

a) Une partie de l'ancienne avenue McGill-College, sans numéro cadastral, du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle numéro 16 sur le plan numéro 59-182-4 en date du 19 novembre 1959, révisé le 3 décembre

16. The city is authorized to sell or exchange according to the provisions of its charter, the portions described hereunder of McGill College Avenue and University street:

a. A part of former McGill College Avenue, without cadastral number, of the official cadastre for Saint-Antoine ward and identified as parcel number 16 on plan number 59-182-4 dated November 19th, 1959, revised December 3rd, 1959,

Sale of
parts of
streets,
etc., au-
thorized.

1959 portant la signature de M. Dancose, arpenteur-géomètre, et déposé aux bureaux du directeur des travaux publics; de figure irrégulière; bornée vers le nord-ouest par une autre partie de ladite avenue McGill-College prise pour l'élargissement de la rue Cathcart, vers le nord-est par partie du lot 1359 et par une ruelle sans numéro cadastral, vers le sud-est et le sud par des parties du lot 1905 et vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot 1905 et partie du lot 1914, tous dudit cadastre officiel; mesurant trente-huit pieds et cinquante-huit centièmes de pied (38.58') dans sa ligne nord-ouest, cent quatorze pieds et vingt-quatre centièmes de pied (114.24') dans sa ligne nord-est, seize pieds et soixante-dix-huit centièmes de pied (16.78') dans sa ligne sud-est, vingt-trois pieds et quatre-vingt-seize centièmes de pied (23.96') dans le premier segment de sa ligne sud, vingt-deux pieds (22.0') dans le premier segment de sa ligne sud-ouest, onze pieds et deux dixièmes de pied (11.2') dans le second segment de sa ligne sud, et soixante-cinq pieds et trente centièmes de pied (65.30') dans le second segment de sa ligne sud-ouest; et contenant une superficie de trois mille huit cent trente-huit pieds carrés et neuf dixièmes de pied carré (3838.9 p.c.) mesure anglaise, tous les segments étant calculés consécutivement allant vers la droite.

b) Une parcelle de terrain expropriée pour l'élargissement de la rue University, étant partie du lot 1353-1 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle numéro 5a sur ledit plan numéro 59-182-4; de figure irrégulière; bornée au nord-ouest par partie du lot 1352, au nord-est, à l'est et au sud-ouest par d'autres parties dudit lot 1353-1; mesurant deux pieds et dix centièmes de pied (2.10') dans sa ligne nord-ouest, huit pieds et quatre-vingts centièmes de pied (8.80') dans sa ligne nord-est, cinq pieds et vingt-deux centièmes de pied (5.22') dans sa ligne est, et douze pieds et soixante centièmes de pied (12.60') dans sa ligne sud-ouest; ayant une superficie de vingt-neuf pieds carrés, et trois dixièmes de pied carré (29.3 p.c.) mesure anglaise

c) Une parcelle de terrain expropriée pour l'élargissement de la rue University,

bearing the signature of M. Dancose, Quebec Land Surveyor, and deposited in the office of the director of the public works department; of irregular form; bounded to the northwest by another part of said McGill College Avenue taken for the widening of Cathcart street; to the northeast by part of lot 1359 and by a lane bearing no cadastral number; to the southeast and to the south by parts of lot 1905 and to the southwest by another part of said lot 1905 and part of lot 1914, all of said official cadastre; measuring thirty-eight feet and fifty-eight hundredths of a foot (38.58') in its northwest line, one hundred and fourteen feet and twenty-four hundredths of a foot (114.24') in its northeast line, sixteen feet and seventy-eight hundredths of a foot (16.78') in its southeast line, twenty-three feet and ninety-six hundredths of a foot (23.96') in the first segment of its south line, twenty-two feet (22.0') in the first segment of its southwest line, eleven feet and two tenths of a foot (11.2') in the second segment of its south line, and sixty-five feet and thirty hundredths of a foot (65.30') in the second segment of its southwest line; and containing an area of three thousand, eight hundred and thirty-eight square feet and nine tenths of a square foot (3,838.9 sq. ft.) English measure; all segments being reckoned consecutively and clockwise.

b. A parcel of land expropriated for the widening of University street, being part of lot 1353-1 of the official cadastre for Saint-Antoine ward and identified as parcel number 5a on said plan number 59-182-4; of irregular form; bounded to the northwest by part of lot 1352, to the east and the southwest by other parts of said lot 1353-1; measuring two feet and ten hundredths of a foot (2.10') in its northwest line, eight feet and eighty hundredths of a foot (8.80') in its northeast line, five feet and twenty-two hundredths of a foot (5.22') in its east line, and twelve feet and sixty hundredths of a foot (12.60') in its southwest line; and containing an area of twenty-nine square feet and three tenths of a square foot (29.3 sq. ft.) English measure.

c. A parcel of land expropriated for the widening of University street, being

étant partie du lot 1352 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle numéro 6a sur ledit plan numéro 59-182-4; de figure triangulaire; bornée au nord-est par une autre partie dudit lot 1352, au sud-est par partie du lot 1353-1 et au sud-ouest par une autre partie dudit lot 1352; mesurant seize pieds et quarante-sept centièmes de pied (16.47') dans sa ligne nord-est, deux pieds et dix centièmes de pied (2.10') dans sa ligne sud-est, et seize pieds et soixante centièmes de pied (16.60') dans sa ligne sud-ouest et ayant une superficie de dix-sept pieds carrés et trois dixièmes de pied carré (17.3 p.c.) mesure anglaise.

2. La cité est autorisée à créer, constituer et consentir sur les parcelles de terrains ci-après décrites, par acte notarié avec l'approbation du conseil sur rapport du comité exécutif, aux conditions et pour les fins qu'elle jugera acceptables, une ou des servitudes perpétuelles en faveur des lots 1905 et 1906 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, et de leurs propriétaires:

Servi-
tudes
perpé-
tuelles.

part of lot 1352 of the official cadastre for Saint-Antoine ward, identified as parcel 6a on said plan number 59-182-4; of triangular form; bounded to the northeast by another part of said lot 1352, to the southeast by part of lot 1353-1, and to the southwest by another part of said lot 1352; measuring sixteen feet and forty-seven hundredths of a foot (16.47') in its northeast line, two feet and ten hundredths of a foot (2.10') in its southeast line, and sixteen feet and sixty hundredths of a foot (16.60') in its southwest line; and containing an area of seventeen square feet and three tenths of a square foot (17.3 sq. ft.), English measure.

2. The city is authorized to create, constitute and grant on parcels of lands herein after described, by notarial deed, with the approval of the council on report from the executive committee, on the conditions and for the purposes which the city shall deem advisable to accept, one or more perpetual servitudes in favour of lots 1905 and 1906 of the official cadastre for Saint-Antoine ward and the owners thereof:

Perpetual
servi-
tudes.

Description

1. Parcelle I: Une lisière de terrain de figure irrégulière, étant une partie du lot 1356 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle I sur le plan numéro 59-182-4 daté du 19 novembre 1959, révisé le 3 décembre 1959, portant la signature de M. Dancose, arpenteur-géomètre, et déposé au bureau du directeur des travaux publics; bornée au nord-ouest par une partie du lot 1355 (parcelle II ci-après décrite); vers le nord-est par le résidu dudit lot 1356; vers le sud-est par une partie de la rue Dorchester, telle qu'elle existe présentement; et vers le sud-ouest par une partie du lot 1905, tous dudit cadastre officiel; mesurant douze pieds et seize centièmes de pied (12.16') dans sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-dix-sept pieds et soixante-quatre centièmes de pied (97.64') dans sa ligne nord-est, dix pieds et cinq centièmes de pied (10.05') dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-dix-sept pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied (97.85') dans sa ligne sud-ouest; contenant une

Description

1. Parcel I: A strip of land of irregular form, being part of lot 1356 of the official cadastre for Saint-Antoine ward and identified as parcel I on plan number 59-182-4 dated November 19th, 1959, revised December 3rd, 1959 and bearing the signature of M. Dancose, Quebec Land Surveyor, and deposited in the office of the director of the public works department; bounded to the northwest by part of lot 1355 (parcel II hereinafter described); to the northeast by the remaining part of said lot 1356; to the southeast by part of the existing Dorchester street, and to the southwest by part of lot 1905, all of said official cadastre; measuring twelve feet and sixteen hundredths of a foot (12.16') in its northwest line, ninety-seven feet and sixty-four hundredths of a foot (97.64') in its northeast line, ten feet and five hundredths of a foot (10.05') in its southeast line, and ninety-seven feet and eighty-five hundredths of a foot (97.85') in its southwest line; and containing an area of one thousand and eighty-three

superficie de mille quatre-vingt-trois pieds carrés et huit dixièmes de pied carré (1083.8 p.c.), mesure anglaise.

2. Parcelle II: Une lisière de terrain de figure irrégulière, étant une partie du lot 1355 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle II sur ledit plan numéro 59-182-4; bornée au nord-ouest par une partie du lot 1354 (parcelle III ci-après décrite); vers le nord-est par le résidu dudit lot 1355; vers le sud-est par une partie du lot 1356 (parcelle I ci-dessus décrite), et vers le sud-ouest par une partie du lot 1905, tous dudit cadastre officiel mesurant treize pieds et quarante-sept centièmes de pied (13.47') dans sa ligne nord-ouest, cinquante-neuf pieds et vingt-quatre centièmes de pied (59.24') dans sa ligne nord-est, douze pieds et seize centièmes de pied (12.16') dans sa ligne sud-est et cinquante-neuf pieds et vingt-cinq centièmes de pied (59.25') dans sa ligne sud-ouest; contenant une superficie de sept cent cinquante-neuf pieds carrés (759 p.c.), mesure anglaise.

3. Parcelle III: Une lisière de terrain de figure irrégulière, étant une partie du lot 1354 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle III sur ledit plan numéro 59-182-4; bornée vers le nord-ouest par une partie du lot 1353-2 (Parcelle IV ci-après décrite), vers le nord-est par le résidu dudit lot 1354; vers le sud-est par une partie du lot 1355 (Parcelle II ci-dessus décrite); et vers le sud-ouest par une partie du lot 1905, tous dudit cadastre officiel; mesurant quatorze pieds et cinquante-sept centièmes de pied (14.57') dans sa ligne nord-ouest, quarante-neuf pieds et quarante-six centièmes de pied (49.46') dans sa ligne nord-est, treize pieds et quarante-sept centièmes de pied (13.47') dans sa ligne sud-est; et quarante-neuf pieds et quarante-deux centièmes de pied (49.42') dans sa ligne sud-ouest; et contenant une superficie de six cent quatre-vingt-treize pieds carrés (693 p.c.), mesure anglaise.

4. Parcelle IV: Une lisière de terrain de figure irrégulière, étant une partie de la subdivision du lot 1353-2 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle IV sur ledit plan numéro 59-182-4; bornée vers le nord-

square feet and eight tenths of a square foot (1,083.8 sq. ft.) English measure.

2. Parcel II: A strip of land of irregular form, being part of lot 1355 of the official cadastre for Saint-Antoine ward identified as parcel II on said plan number 59-182-4; bounded to the northwest by part of lot 1354 (parcel III hereinafter described); to the northeast by the remaining part of said lot 1355; to the southeast by part of lot 1356 (parcel I hereinabove described), and to the southwest by part of lot 1905, all of said official cadastre; measuring thirteen feet and forty-seven hundredths of a foot (13.47') in its northwest line, fifty-nine feet and twenty-four hundredths of a foot (59.24') in its northeast line, twelve feet and sixteen hundredths of a foot (12.16') in its southeast line, and fifty-nine feet and twenty-five hundredths of a foot (59.25') in its southwest line; and containing an area of seven hundred and fifty-nine square feet (759 sq. ft.) English measure.

3. Parcel III: A strip of land of irregular form, being part of lot 1354 of the official cadastre for Saint-Antoine ward identified as parcel III on said plan 59-182-4; bounded to the northwest by part of lot 1353-2 (parcel IV hereinafter described); to the northeast by the remaining part of said lot 1354; to the southeast by part of lot 1355 (parcel II hereinabove described), and to the southwest by part of lot 1905, all of said official cadastre; measuring fourteen feet and fifty-seven hundredths of a foot (14.57') in its northwest line, forty-nine feet and forty-six hundredths of a foot (49.46') in its northeast line, thirteen feet and forty-seven hundredths of a foot (13.47') in its southeast line, and forty-nine feet and forty-two hundredths of a foot (49.42') in its southwest line; containing an area of six hundred and ninety-three square feet (693 sq. ft.) English measure.

4. Parcel IV: A strip of land of irregular form, being part of lot 1353-2 of the official cadastre for Saint-Antoine ward identified as parcel IV on said plan 59-182-4; bounded to the northwest by part of lot 1353-1 (parcel V hereinafter

ouest par une partie du lot 1353-1 (Parcelle V ci-après décrite); vers le nord-est par le résidu du lot 1353-2; vers le sud-est par une partie du lot 1354 (Parcelle III ci-dessus décrite), et vers le sud-ouest par une partie du lot 1905, tous dudit cadastre officiel; mesurant quinze pieds et treize centièmes de pied (15.13') dans sa ligne nord-ouest, vingt-cinq pieds et vingt-deux centièmes de pied (25.22') dans sa ligne nord-est, quatorze pieds et cinquante-sept centièmes de pied (14.57') dans sa ligne sud-est et vingt-cinq pieds et vingt-cinq centièmes de pied (25.25') dans sa ligne sud-ouest; et contenant une superficie de trois cent soixante-quatorze pieds carrés et six dixièmes de pied carré (374.6 p.c.) mesure anglaise.

5. Parcelle V: Une lisière de terrain de figure irrégulière étant une partie du lot 1353-1 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle V sur ledit plan numéro 59-182-4; bornée vers le nord-ouest et le nord-est par d'autres parties du lot 1353-1; vers le sud-est par une partie du lot 1353-2 (Parcelle IV ci-dessus décrite), et vers le sud-ouest par une partie du lot 1905, tous dudit cadastre officiel; mesurant quinze pieds et quarante-quatre centièmes de pied (15.44') dans sa ligne nord-ouest, treize pieds et quatre-vingt-douze centièmes de pied (13.92') dans sa ligne nord-est, quinze pieds et treize centièmes de pied (15.13') dans sa ligne sud-est, et treize pieds et quatre-vingt-dix-neuf centièmes de pied (13.99') dans sa ligne sud-ouest; et contenant une superficie de deux cent treize pieds carrés et deux dixièmes de pied carré (213.2 p.c.) mesure anglaise.

6. Parcelle VI: Un morceau ou une parcelle de terrain de figure trapézoïdale, étant une partie du lot numéro 1356 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, identifiée comme parcelle VI sur ledit plan numéro 59-182-4; bornée vers le nord-ouest, vers le nord-est et vers le sud-ouest par d'autres parties du lot 1356, et vers le sud-est par la rue Dorchester, telle qu'elle existe présentement, tous dudit cadastre officiel; mesurant quarante pieds (40.0') dans ses lignes nord-ouest et nord-est, et quarante pieds et un centième de pied (40.01') dans sa ligne sud-est, et quarante pieds et quatre-vingt-sept cen-

described); to the northeast by the remaining part of said lot 1353-2; to the southeast by part of lot 1354 (parcel III hereinabove described), and to the southwest by part of lot 1905, all of said official cadastre; measuring fifteen feet and thirteen hundredths of a foot (15.13') in its northwest line, twenty-five feet and twenty-two hundredths of a foot (25.22') in its northeast line, fourteen feet and fifty-seven hundredths of a foot (14.57') in its southeast line, and twenty-five feet and twenty-five hundredths of a foot (25.25') in its southwest line; and containing an area of three hundred and seventy-four square feet and six tenths of a square foot (374.6'), English measure.

5. Parcel V: A strip of land of irregular form, being part of lot 1353-1 of the official cadastre for Saint-Antoine ward identified as parcel V on said plan 59-182-4; bounded to the northwest and northeast by other parts of said lot 1353-1; to the southeast by part of lot 1353-2 (parcel IV hereinabove described), and to the southwest by part of lot 1905, all of said official cadastre; measuring fifteen feet and forty-four hundredths of a foot (15.44') in its northwest line, thirteen feet and ninety-two hundredths of a foot (13.92') in its north-east line, fifteen feet and thirteen hundredths of a foot (15.13') in its south-east line, and thirteen feet and ninety-nine hundredths of a foot (13.99') in its southwest line; and containing an area of two hundred and thirteen square feet and two tenths of a square foot (213.2 sq. ft.) English measure.

6. Parcel VI: A piece or parcel of land of trapezoidal form, being part of lot 1356 of the official cadastre for Saint-Antoine ward identified as parcel VI on plan 59-182-4; bounded to the northwest, to the northeast and to the southwest by other parts of lot 1356 and to the southeast by the existing Dorchester street, all of said official cadastre; measuring forty feet (40') in its northwest and northeast lines, forty feet and one hundredth of a foot (40.01') in its southeast line, and forty feet and eighty-seven hundredths of a foot (40.87') in its southwest line; and containing an area of one

tièmes de pied (40.87') dans sa ligne sud-ouest; et contenant une superficie de mille six cent dix-sept pieds carrés et cinq dixièmes de pied carré (1617.5 p.c.), mesure anglaise; l'angle sud de ladite parcelle étant une distance de dix pieds et cinq centièmes de pied (10.05') de l'angle est du lot numéro 1905, mesuré dans une direction est le long de la présente limite nord-ouest de la rue Dorchester, et l'angle ouest de ladite parcelle étant à une distance de dix pieds et quatre-vingt-treize centièmes de pied (10.93') de la limite nord-est du lot numéro 1905, mesuré dans une direction nord-est le long du prolongement de la limite nord-ouest de la parcelle présentement décrite.

thousand, six hundred and seventeen square feet and five tenths of a square foot (1,617.5 sq. ft.), English measure; the southerly angle of said parcel lying at a distance of ten feet and five hundredths of a foot (10.05') from the easterly angle of lot 1905, measured in a northeasterly direction along the existing northwesterly limit of Dorchester street, and the westerly angle of said parcel lying at a distance of ten feet and ninety-three hundredths of a foot (10.93') from the northeasterly limit of lot 1905, measured in a northeasterly direction along the production of the northwesterly limit of the herein-described parcel.

1940,
c. 75,
a. 17, am.

17. L'article 17 de la loi 4 George VI, chapitre 75, remplacé par l'article 14 de la loi 6 George VI, chapitre 72, et modifié par l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 49 et par la loi 14-15 George VI, chapitre 72, article 12, est de nouveau modifié en ajoutant après le deuxième alinéa, l'alinéa suivant:

Excep-
tion.

"La réduction d'indemnité prévue à l'alinéa précédent n'a pas lieu dans le cas d'un conseiller membre du conseil de la Corporation de Montréal Métropolitain ou membre de l'une ou l'autre des commissions scolaires de Montréal à titre de représentant de la cité de Montréal, si son absence de la séance ou son défaut de voter sont motivés par son assistance à une assemblée du conseil de ladite corporations ou à une assemblée de l'une ou l'autre desdites commissions scolaires."

17. Section 17 of the act 4 George VI, chapter 75, replaced by section 14 of the act 6 George VI, chapter 72, and amended by section 3 of the act 8 George VI, chapter 49, and by the act 14-15 George VI, chapter 72, section 12, is again amended by adding after the second paragraph, the following:

Excep-
tion.

"The reduction of indemnity contemplated in the preceding paragraph shall not take place in the case of a councillor being a member of the council of The Montreal Metropolitan Corporation or a member of either Montreal school commission as representative of the city of Montreal, if is absence from the meeting or his failure to vote are due to his attendance at a meeting of the council of the said corporation or at a meeting of either school commission".

1899,
c. 58,
a. 476,
rempl.

18. L'article 476 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par l'article 19 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 52, est de nouveau remplacé par le suivant:

Cour
muni-
cipale.

"**476.** Il y a au plus onze juges municipaux pour la cité de Montréal et une cour d'archive appelée "Cour municipale de la cité de Montréal", laquelle est présidée par l'un de ces juges municipaux et possède un sceau.

18. Article 476 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by section 19 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 52, is again replaced by the following:

Muni-
cipal
Court.

"**476.** There are at most eleven municipal judges for the city of Montreal and a court of record to be called "The Municipal Court of the city of Montreal", which shall be presided over by one of the municipal judges and which has an official seal.

Lieu des
séances.

Ladite cour tient ses séances à l'hôtel de ville ou en tout autre endroit que le conseil a désigné ou désignera.

The said court shall hold its sittings in the city hall, or in any such other place as the council has determined or shall determine.

Place of
settings.

Séances.

Elle peut siéger chaque jour non férié et simultanément en plusieurs divisions, dont chacune est présidée par un de ces juges municipaux.

It may sit on all juridical days, and simultaneously in several divisions, each one of which shall be presided over by one of these municipal judges." Sittings.

Disposi-
tions
appli-
cables à
certaines
actions
en in-
dennité.

19. Toute action en dommages-intérêts ou en indemnité dirigée contre un officier ou employé de la cité à raison d'actes posés par lui-même dans l'exercice de ses fonctions pour la cité, est assujettie aux dispositions des articles 536 et 536a de la charte de la cité *mutatis mutandis*.

19. Every action for damages or for compensation instituted against an officer or employee of the city for any act performed by the latter in the exercise of his duties for the city, shall be subject to the provisions of articles 536 and 536a of the city charter, *mutatis mutandis*. Provisions applicable to certain actions for damages.

Restric-
tion.

Les susdites dispositions ne s'appliquent pas aux causes et réclamations qui auront pris naissance avant la date de la sanction de la présente loi.

The aforesaid provisions shall not apply to cases and claims which shall have originated before the date of the sanction of this act. Restriction.

1899,
c. 58,
a. 537a,
aj.

20. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en y ajoutant, après l'article 537, le suivant:

20. The act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding thereto, after article 537, the following: 1899,
c. 58,
a. 737a,
added.

Restric-
tion.

"537a. Dans le cas de responsabilité solidaire de la cité, concernant les poursuites en dommages-intérêts, les dispositions des articles 536 et suivants de la présente charte, ne s'appliquent pas à l'action d'un débiteur solidaire contre la cité."

"537a. In the case of joint responsibility of the city respecting prosecutions for damages, the provisions of articles 536 and following of this charter shall not apply to the action of a joint debtor against the city." Restriction.

Exemp-
tion de
taxes,
autorisée.

21. La cité est autorisée à exempter des taxes municipales l'immeuble situé dans la cité de Montréal, angle nord-est de l'avenue Fairmount et rue Hutchison, composé des lots numéros 40 et 41 de la subdivision du lot numéro 8 du lot originnaire numéro 12 aux plans et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis avec les bâtisses y dessus érigées appartenant à Ukrainian National Federation of Quebec et actuellement occupées pour des fins charitables et / ou de bienfaisance; cette exemption ne devant pas s'appliquer à la taxe de l'eau non plus qu'aux taxes spéciales. Cette disposition ne sera applicable qu'en autant que les dites fins charitables et / ou de bienfaisance seront continuées.

21. The city is authorized to exempt from municipal taxes the immovable situated in the city of Montreal, northeast corner of Fairmount avenue and Hutchison street, composed of lots numbers 40 and 41 of the subdivision of lot number 8 of original lot number 12 on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint-Louis with the buildings erected thereon belonging to Ukrainian National Federation of Quebec and now occupied for purposes of charity and / or of benevolence; such exemption shall not apply to water rates nor to special taxes. Such provision shall be applicable only in as much as such charitable and / or benevolent purposes shall be carried out. Tax exemption authorized.

Acqui-
sition de
certain lot
autorisée.

22. a) La cité peut, par simple résolution du comité exécutif, acheter ou acquérir par voie d'échange ou exproprier avec ou sans possession préalable, le lot numéro 199-841 du cadastre du Village Incorporé de la Côte-de-la-Visitation, et le céder également par simple résolution du comité exécutif à l'Association Athlétique

22. a. The city may, by mere resolution of the executive committee, purchase or acquire by way of exchange or expropriate with or without previous possession, lot number 199-841 of the cadastre of the Incorporated Village of Côte-de-la-Visitation, and cede it also by mere resolution of the executive committee to the Associa- Purchase of certain lot authorized.

Nationale de la Jeunesse qui devra en payer le coût d'acquisition.

b) De plus, nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires à ce contraires, l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse est autorisée à conclure un échange avec La Commission des écoles catholiques de Montréal, par acte notarié, de certains terrains acquis ou à acquérir en vertu de l'article 26 de la loi 7-8, Elizabeth II, chapitre 52.

Échange.

Par cedit acte, les lots suivants du cadastre du Village Incorporé de la Côte-de-la-Visitation seront échangés entre les parties à savoir:

I. En considération de ce qu'elle reçoit en vertu du sous-paragraphe II, La Commission des écoles catholiques de Montréal transfère à l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse, le droit de propriété des lots 199-775 à 199-786 inclusivement, les lots 199-809 à 199-820 inclusivement ainsi que la partie intermédiaire du lot 199-802 s'étendant entre le prolongement de la ligne sud-est des lots 199-775 et 199-809 et le prolongement de la ligne nord-ouest des lots 199-786 et 199-820.

II. En considération de ce qu'elle reçoit en vertu du sous-paragraphe I, l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse transfère à La Commission des écoles catholiques de Montréal la propriété de certains lots qu'elle a été autorisée à acquérir de la cité de Montréal par la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, article 26, soit les lots 195-178 à 195-193 inclusivement; le lot 199-679; les lots 199-845 à 199-854 inclusivement; la partie sud-est du lot 199-844, à partir du prolongement de la ligne nord-ouest des lots 199-854 et 199-808, et ce jusqu'à la rue de Bellechasse; la partie du lot 199-879 s'étendant à partir du prolongement de la limite nord-ouest du lot 199-854 jusqu'à la limite nord-ouest du lot 199-847; la partie du lot 195-217 s'étendant à compter du prolongement de la limite nord-ouest du lot 199-854 jusqu'à la limite nord-ouest de la rue de Bellechasse; ainsi que la partie sud-est du lot 195-194 mesurant 9' de largeur sur 108' de profondeur.

Droit de passage annulé.

Le lot 199-844 est déclaré libre de tous droits de passage pouvant résulter d'une destination de père de famille par suite du

tion Athlétique Nationale de la Jeunesse which shall pay the acquisition cost thereof.

b. Moreover, notwithstanding any legislative or statutory provision to the contrary, the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse is authorized to make an exchange with the Montreal Catholic School Commission, by notarial deed, of certain lands acquired or to be acquired under section 26 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52.

By the said deed, the following lots of the cadastre of the Incorporated Village of Côte-de-la-Visitation shall be exchanged between the parties, to wit:

I. In consideration for what it shall receive under sub-paragraph II, the Montreal Catholic School Commission conveys to the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse the right of ownership on lots 199-775 to 199-786 inclusive, lots 199-809 to 199-820 inclusive, as well as the intermediate part of lot 199-802 extending between the prolongation of the southeast line of lots 199-775 and 199-809 and the prolongation of the northwest line of lots 199-786 and 199-820.

II. In consideration for what it shall receive under sub-paragraph I, the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse conveys to the Montreal Catholic School Commission the ownership of certain lots which it was authorized to acquire from the city of Montreal by the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, section 26, or lots 195-178 to 195-193 inclusive; lot 199-679; lots 199-845 to 199-854 inclusive; the southeast part of lot 199-844, from the prolongation of the northwest line of lots 199-854 and 199-808, and up to Bellechasse street; the part of lot 199-879 extending from the prolongation of the northwest limit of lot 199-854 up to the northwest limit of lot 199-847; the part of lot 195-217 extending from the prolongation of the northwest limit of lot 199-854 to the northwest limit of Bellechasse street; as well as the southeast part of lot 195-194 measuring 9' in width by 108' in depth.

Lot 199-844 is declared free from any right which may result from a destination made by the proprietor following the

Right of way annulled.

dépôt au bureau d'enregistrement de Montréal du plan de subdivision actuellement en vigueur.

Libération de certains lots.

Lesdits lots ainsi à être donnés en échange, par l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse à La Commission des écoles catholiques de Montréal, sont libérés de toutes les conditions mentionnées dans la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, article 26 et l'acte de vente intervenu entre la cité de Montréal et l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse et reçu devant Me Jean-Luc Trempe, notaire, le 2 juin 1959, sous le numéro 3,393 des minutes dudit notaire, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1,412,614; cependant, lesdits lots reçus en échange par l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse de La Commission des écoles catholiques de Montréal, seront, par le seul fait de l'enregistrement de l'acte d'échange, grevés de toutes les conditions mentionnées dans ledit acte de vente et ladite loi.

Intervention de la cité.

La cité est autorisée à intervenir à l'acte d'échange de terrains ci-dessus mentionnés et, de temps en temps au besoin et du consentement de l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse, à modifier les conditions mentionnées dans l'acte de vente ci-dessus décrit, reçu devant Me Jean-Luc Trempe le 2 juin 1959, sauf celles découlant des dispositions de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, article 26. L'exercice de ce pouvoir peut être décrété par simple résolution du comité exécutif.

Échange autorisé.

L'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse est autorisée à effectuer ledit échange, par acte notarié, sur simple résolution de son conseil d'administration.

Prise de possession.

La Commission des écoles catholiques de Montréal pourra, à compter de la sanction de la présente loi, prendre possession préalable des lots décrits dans le sous-paragraphe II du présent article.

c) Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, la cité doit fournir au compteur à l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse toute l'eau requise pour l'utilité de ses divers immeubles situés sur ses terrains

deposit with the registry office of Montreal of the subdivision plan now in force.

Release of certain lots.

The said lots so to be given in exchange by the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse to the Montreal Catholic School Commission shall be released from all the conditions mentioned in the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, section 26 and the deed of sale concluded between the city of Montreal and the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse and received before Jean-Luc Trempe, notary, on the 2nd of June, 1959, under number 3,393 of the minutes of the said notary, and registered with the office of the registration division of Montreal under number 1,412,614; however, the said lots received in exchange by the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse from the Montreal Catholic School Commission shall, by the mere registration of the deed of exchange, be burdened with all the conditions mentioned in the said deed of sale and the said act.

The city is authorized to intervene in the deed of exchange of the lands above mentioned and, from time to time, if necessary and with the consent of the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse, to change the conditions mentioned in the deed of sale above described and received before Jean-Luc Trempe on the 2nd of June, 1959, except those implied by the provisions of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, section 26. The exercise of such power may be decreed by mere resolution of the executive committee.

Intervention of city.

The Association Athlétique Nationale de la Jeunesse is authorized to effect the said exchange, by notarial deed, upon a mere resolution of its council of administration.

Exchange authorized.

The Montreal Catholic School Commission may, from and after the sanction of this act, take previous possession of the lots described in sub-paragraph II of this section.

Taking possession.

c. Notwithstanding any inconsistent legislative or statutory provision, the city shall supply by meter to the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse all the water required for the needs of its various immovables situated on its lands

compris entre le Boulevard Pie IX, la 20^{ème} Avenue, la rue de Bellechasse et la rue Beaubien, dans le quartier Rosemont, moyennant le prix généralement fixé par mille pieds cubes pour la fourniture de l'eau au compteur. Le prix ainsi fixé tiendra lieu de toute taxe de l'eau.

comprised between Pie IX Boulevard, 20th Avenue, de Bellechasse street and Beaubien street, in Rosemont ward, for the price generally fixed per thousand cubic feet for the supply of water by meter. The price so fixed shall replace water rates.

Évaluation de certain cimetière.

23. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le Cimetière de la Côte des Neiges opéré par l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal est évalué, pour fin de taxe foncière que la cité de Montréal peut imposer sur ledit immeuble en vertu de sa charte, à la somme de quatre millions de dollars (\$4,000,000.), pour une période de dix (10) ans à compter du premier mai 1959.

23. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the Cemetery of Côte des Neiges operated by the Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal shall be assessed, for the purposes of the real estate tax which the city of Montreal may impose on the said immoveable under its charter, at the sum of four million dollars (\$4,000,000.), for a period of ten (10) years from and after the first of May, 1959.

Assessment of certain cemetery.

Valeur locative.

A compter de la même date, la valeur locative pour fin de taxe d'eau payable par l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal pour le cimetière de la Côte des Neiges est établie sur la même base que celle qui sert à déterminer la valeur locative des églises pour la même fin.

From and after the same date, the rental value for the purposes of the water rates payable by the Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal for the Cemetery of Côte des Neiges shall be established on the same basis as that used to determine the rental value of churches for the same object.

Rental value.

Date de dépôt du budget.

24. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le budget de la cité de Montréal pour l'exercice financier 1960-61 pourra être valablement déposé au bureau du greffier de la cité le ou avant le quinze mars 1960. Si le conseil n'a pas adopté ce budget avant le seize avril 1960, ce budget tel qu'adopté par le comité exécutif deviendra automatiquement en vigueur à partir de cette date, de même que les règlements et les résolutions nécessaires pour l'imposition des taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant.

24. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the budget of the city of Montreal for the fiscal year 1960-61 may be validly deposited in the office of the city clerk on or before the fifteenth of March, 1960. If the council has not adopted such budget before the sixteenth of April 1960, such budget as adopted by the executive committee shall automatically become into force as and from said date, as well as the needed regulations and resolutions for the imposition of taxes, permits and licences included in the probable revenue of the following fiscal year.

Date of deposit of budget.

Effet.

Tout ce qui doit être fait en relation avec ce budget devra être fait en tenant compte de ces changements de date.

All that must be made in relation to such budget shall be made in taking into account such changes of date.

Effect.

Interprétation.

25. Rien de contenu dans l'article 4 de la présente loi ne doit, pour les fins de toute cause pendante, entrer en ligne de compte pour l'interprétation d'une disposition quelconque de la charte de la cité de Montréal antérieure à l'entrée en

25. Nothing contained in section 4 of this act shall, for the purposes of any pending case, be taken into account for the interpretation of any provision whatsoever of the charter of the city of Montreal prior to the coming into force of this

Interpretation.

vigueur de la présente loi, ni être considéré comme tendant à interpréter une telle disposition. act, nor shall be considered as aiming at interpreting such provision.

Entrée en
vigueur.

26. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

26. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.